

Représentation commerciale de la Fédération de Russie en France



BULLETIN D'INFORMATION

Septembre 2011, № 80

SOMMAIRE:

Économie russe: tour d'horizon

- Poutine confiant dans l'économie russe
- En quête d'un nouveau modèle de croissance
- Optimisme dans les prévisions macroéconomiques

Russie-France

- Modernisation et innovation au menu du 18e CEFIC
- L'efficacité énergétique en ligne de mire
- Présentation des « plateformes technologiques » russes

-Les échanges bilatéraux en plein boom

Actualités-Entreprises

- Le projet South Stream prend corps
- Alstom-TMH: une locomotive de fret commune
- Les Français se ruent vers le marché touristique russe
- BNP Paribas se détourne de ses activités de détail
- Lesaffre investit dans une levurerie russe

ÉCONOMIE RUSSE: TOUR D'HORIZON

Poutine confiant dans l'économie russe

Inaugurant le forum international d'investissement de Sotchi, le premier ministre Vladimir Poutine s'est réjoui un développement stable de l'économie russe face à la menace d'une nouvelle vague de la crise financière mondiale. Selon M. Poutine, la Russie reste pour l'instant à l'écart des instabilités du marché mondial, mais le rythme de la croissance de son PIB est insuffisant.

Dévoilant sa vision de la politique macroéconomique, le chef du gouvernement a tablé sur une croissance annuelle de 4% dans les trois prochaines années, tout en s'engageant à redoubler d'efforts pour accélérer cette croissance sans pour autant augmenter le fardeau fiscal. M. Poutine s'est déclaré convaincu que le taux d'inflation ne dépasserait pas la barre des 7% en 2011.

Le premier ministre russe a profité du forum de Sotchi pour réaffirmer son attachement à la désétatisation de l'économie. « Nous allons multiplier les efforts en vue de réduire la présence injustifiée de l'État dans tous les secteurs de l'économie, y compris en nous retirant du capital des compagnies publiques. Notre objectif n'est pas de créer un capitalisme d'État », a-t-il affirmé.

Par ailleurs, les autorités russes comptent continuer à encourager l'innovation et la recherche dans le domaine de l'efficacité énergétique, des technologies de l'information et des télécommunications, a fait savoir M. Poutine, avant de rappeler la création du Fonds russe des investissements directs, de l'Agence des initiatives stratégiques et de l'Agence d'assurance du crédit-export.

Le Forum international d'investissement de Sotchi, organisé du 16 au 19 septembre, a donné lieu à la signature de 289 contrats pour un montant total de 429 milliards de roubles (10 milliards d'euros) réunissant plus de 5.000 délégués. La signature d'un accord entre les actionnaires du gazoduc South Stream (voir ci-dessous) a été l'un des moments forts de cet événement.

En quête d'un nouveau modèle de croissance

La Russie a besoin d'un nouveau modèle de croissance économique, car le présent modèle a épuisé son potentiel, a déploré la ministre du Développement économique, Elvira Nabioullina, lors d'un congrès du parti Russie unie le 23

septembre. « L'actuel modèle ne répond aux défis auxquels nous faisons face, à savoir les défis de la concurrence mondiale, les défis démographique, technologique et écologique », a-t-elle précisé. « Le climat d'investissement et les investissements dans l'infrastructure sont à mon avis les principaux facteurs du nouveau modèle de croissance. En dehors des investissements dans l'infrastructure, il y a aussi les investissements dans la recherche et les technologies. C'est alors que la croissance repartira de plus belle », a souligné la ministre. Selon Mme Nabioullina, si les exportations russes ont progressé en moyenne de 8% par an dans les années 2000, la croissance annuelle ne dépassera pas les 2% dans les prochaines années, et les secteurs autres que celui des matières premières sont pour l'instant incapables de fabriquer les produits demandés par les consommateurs, une lacune comblée actuellement par les importations.

Optimisme dans les prévisions macroéconomiques

Le gouvernement fédéral a approuvé le 21 septembre les Prévisions de développement socio-économique de la Fédération de Russie en 2012-2014, a annoncé la ministre du Développement économique, Elvira Nabioullina. D'après le principal scénario, fondé sur un prix du baril fixé à 100 dollars US en 2012, 97 dollars US en 2013 et 101 dollars US en 2014 et une croissance de l'économie mondiale de 3,5-4% par an, le PIB russe doit augmenter de 3,7% en 2012, à 4% en 2013 et à 4,6% en 2014. Les investissements en capital fixe doivent progresser de 6% en 2011, de 7,8% en 2012, de 7,1% en 2013 et de 7,2% en 2014, tandis que l'inflation est évaluée à 5-6% en 2012, à 4,5-5,5% en 2013 et à 4-5% en 2014.

RUSSIE - FRANCE

Modernisation et innovation au menu du 18e CEFIC

Les hautes technologies, la modernisation, l'énergie et les investissements croisés sont autant de thèmes qui figuraient dans l'agenda du Conseil économique, financier, industriel et commercial (CEFIC) russo-français dont la 18^e session s'est tenue le 30 septembre à Paris. Coprésidée par le vice-premier ministre russe Alexandre Joukov et le ministre russe de l'Economie, des Finances et de l'Industrie François Baroin, cette réunion a permis aux parties de confronter leurs positions sur les différents aspects de la coopération économique russo-française, notamment en prévision du Séminaire intergouvernemental russo-français qui tiendra ses assises en novembre prochain au niveau des premiers ministres.

Selon le relevé de conclusions de la session signé par MM. Joukov et Baroin, les parties ont mis en place, dans le cadre du CEFIC, un groupe de travail « Investissements et modernisation de l'économie » qui sera coprésidée par Elena Danilova, directrice du Département de l'Europe (ministère russe du Développement économique), et Antoine Chéry, sous-directeur des affaires bilatérales à la Direction générale du Trésor (ministère français de l'Économie, des Finances et de l'Industrie) et dont la première réunion doit se tenir en janvier 2012. Ce groupe de travail aura pour mission essentielle de donner un contenu substantiel à la « feuille de route » du partenariat russo-français pour la modernisation.

Les parties ont tout particulièrement abordé le cadre général de la coopération russo-française en matière de commerce, d'investissement et d'innovation et ont constaté qu'une conjugaison des efforts des compagnies françaises et russes en vue de promouvoir les investissements croisés contribuerait à améliorer la compétitivité des deux pays sur le marché mondial.

En dehors des grands projets - centre de l'efficacité énergétique, aménagement touristique dans le Caucase du Nord, Skolkovo -, les parties ont évoqué la coopération russo-française relative à la mise en oeuvre du Programme de privatisation des biens publics en Russie et celle relative à la mise en place d'une place financière internationale à Moscou. Elles ont convenues de coopérer sur le thème de la planification urbaine des grandes mégapoles et, tout particulièrement, sur celles de Paris et Moscou.

L'efficacité énergétique en ligne de mire

La Représentation commerciale de la Fédération de Russie en France a hébergé le 29 septembre une conférence sur le thème « Technologies clés de la France en 2015-2020 et coopération technologique russo-française dans le domaine de l'efficacité énergétique », organisée en amont de la 18e session du CEFIC par le Centre franco-russe pour l'efficacité énergétique.

Parmi les principaux intervenants on peut citer le directeur général de l'Agence russe de l'énergie Timour Ivanov et le député des Hauts-de-Seine Jean-Jacques Guillet, tous deux coprésidents du Centre franco-russe pour l'efficacité énergétique, mais aussi que le vice-ministre russe de l'Énergie Anatoli Ianovski et le directeur général de l'énergie et du climat du ministère français de l'Écologie, des Transports, du Développement durable et du Logement Pierre-Franck Chevet.

La conférence portait sur un large éventail de questions relatives à la coopération entre les compagnies russes et françaises dans le domaine de l'efficacité énergétique, des économies d'énergie et des sources d'énergie renouvelables. Une place de choix était réservée à la coopération entre les « plateformes technologiques » russes et les « pôles de compétitivité » français, de même qu'aux instruments financiers destinés à promouvoir les nouvelles technologies. La conférence a été une occasion pour une panoplie d'entreprises françaises telles que Schneider Electric, Alstom, Lafarge, Saint-Gobain, Dalkia et EDF de présenter leurs derniers acquis en matière d'efficacité énergétique. Un véritable échange de vues a été réalisé entre les industriels russes et français autour des thèmes aussi divers que variés: smart grids, hydroélectricité, biomasse, incinération des déchets, photovoltaïque, réseaux de chaleur urbains, marémotricité.

Présentation des « plateformes technologiques » russes

En amont du CEFIC, le ministère russe du Développement économique a organisé le 27 septembre, à la Représentation commerciale de la Fédération de Russie à Paris, une présentation des « plateformes technologiques » russes. Animée par Elena Danilova, directrice du Département de l'Europe, cette présentation a permis à plusieurs entreprises de pointe russes et à la fondation Skolkovo et présenter leur potentiel de coopération devant leurs interlocuteurs français.

Les échanges bilatéraux en plein boom

Les échanges russo-français ont connu une hausse spectaculaire au premier semestre 2011, progressant de 55,2% en un an pour se chiffrer à 15,1 milliards de dollars US. Selon le Service fédéral des douanes (FTS), les exportations russes vers la France ont crû de 42,6%, à 8,4 milliards de dollars US, et les importations se sont envolées à 74,5%, à 6,7 milliards.

D'après les statistiques françaises, basées sur une méthodologie de calcul différente, les importations françaises en provenance de Russie se sont chiffrées à 7,660 milliards d'euros, et les exportations vers la Russie ont atteint 3,535 milliards d'euros au cours de cette période.

ACTUALITÉS - ENTREPRISES

Le projet South Stream prend corps

Les groupes Eni, EDF et Wintershall ont conclu avec le géant Gazprom un accord majeur qui doit accélérer la réalisation du projet de gazoduc South Stream, destiné à livrer du gaz russe à l'Union européenne sous la mer Noire. Signé le 16 septembre lors du Forum international d'investissement de Sotchi en présence du premier ministre russe Vladimir Poutine, ce document jette les bases d'un consortium chargé de construire la section sous-marine du gazoduc. Le texte prévoit que l'italien Eni, qui détenait jusqu'ici une part de 50% dans la société, la réduise à 20%, que le français EDF et l'allemand Wintershall, filiale du géant de la chimie BASF, en obtienne chacun 15%, tandis que Gazprom garde la mainmise sur les 50% restants du capital. Le consortium devra construire au total quatre gazoducs dans les eaux de la mer Noire, sur une distance de 900 km, mais la décision finale d'investissement doit être prise d'ici fin 2012 pour un début des travaux en 2013.

D'une longueur totale de 3600 km, South Stream est destiné à alimenter en gaz russe l'Europe méridionale, notamment la Grèce et l'Italie, offrant une capacité maximale de 63 milliards de mètres cubes par an. La construction de la partie terrestre du gazoduc sera pour sa part assurée par des coentreprises que Gazprom a déjà créées avec des sociétés autrichiennes, bulgares, croates, grecques, hongroises, serbes et slovènes.

Alstom-TMH: une locomotive de fret commune

Les groupes français Alstom et russe Transmashholding (TMH) ont signé le 29 septembre un contrat pour le développement et la production en Russie d'une nouvelle locomotive, 2ES5. Ce contrat définit les modalités de la coopération des deux partenaires pour l'exécution de la commande passée en juin 2011 par les Chemins de fer russes (RZD) à TMH. D'un montant global d'un milliard d'euros, cette commande porte sur la fourniture de 200 locomotives de fret, les premières livraisons étant prévues en 2012.

Alstom et TMH sont engagés dans un partenariat global, incluant une participation d'Alstom à hauteur de 25% dans le capital de la société-mère de TMH. Ce partenariat a déjà débouché sur la conception et la fabrication d'une autre locomotive destinée aux passagers. Baptisée EP20, elle vient d'être présentée lors du salon ferroviaire Expo1520 qui s'est déroulé début septembre à Chtcherbinka, dans la banlieue de Moscou.

Comme pour la locomotive EP20, la 2ES5 sera conçue par TRtrans, une société commune d'ingénierie créée par Alstom et TMH en décembre 2010. La fabrication des composants clés de la 2ES5 sera confiée à une deuxième coentreprise, Railcomp, dont la création est en cours. La conception et la fabrication des 2ES5 seront réalisées sur le site de TMH à Novotcherkassk, dans le sud de la Russie.

« Nous avons signé pour plus d'un milliard d'euros de contrats en un an, alors que nous partions de zéro il y a dix-huit mois, c'est extrêmement significatif, se félicite Thierry Best, directeur commercial d'Alstom Transport, interrogé par la presse russe. Je n'ai pas d'exemple de pays où Alstom ait connu une croissance aussi forte. »

La 2ES5 est une locomotive de fret conçue pour les grandes lignes qui pourra circuler jusqu'à une vitesse de 120 km/h sur des distances allant jusqu'à 3000 km et disposera d'une puissance de 7600 kW nécessaires pour tracter des convois extrêmement lourds. Elle sera par ailleurs capable de résister aux températures extrêmes allant jusqu'à -50°C en Russie, avec des matériaux adaptés aux grands froids, sélectionnés grâce à l'expérience de TMH, et des systèmes de préchauffage seront installés sur les équipements sensibles comme les composants électroniques.

Autre accord significatif, Alstom a annoncé le 7 septembre avoir établi un partenariat avec la société Promelektronika pour commercialiser sur le marché russe des systèmes de signalisation ferroviaire. Une coentreprise sera créée d'ici à la fin de l'année à Moscou qui, détenue à 51% par Alstom et à 49% par le groupe russe, se chargera de couvrir l'ensemble des besoins du marché de la signalisation ferroviaire, tant à bord des trains que le long des voies.

La Russie affiche l'intention de moderniser son réseau à marche forcée, après deux décennies de sous-investissement. Vladimir Iakounine, le dirigeant de RZD, annonce un budget faramineux, avec en ligne de mire les futurs Jeux olympiques d'hiver de Sotchi en 2014 et la Coupe du monde de football en 2018. « Nous prévoyons d'investir d'ici 2030 13.000 milliards de roubles (320 milliards d'euros) pour construire 20.000 km de nouvelles lignes, renouveler la totalité de notre parc de 20.000 locomotives et mettre en place un nouveau système de signalisation », précise-t-il. La grande vitesse est au centre de cet ambitieux programme : la Russie compte disposer d'ici 2018 d'une ligne TGV Moscou-Saint-Petersbourg qui, longue de 660 km, devrait permettre de faire rouler un train à 400 km/h pour un investissement de 10 à 15 milliards d'euros.

Les Français se ruent vers le marché touristique russe

La société russe Sites touristiques du Caucase du Nord (KSK) et France-Caucase, une filiale de CDC, ont annoncé le 16 septembre, dans le cadre du Forum international d'investissement de Sotchi, la création d'une joint-venture chargée de coordonner les travaux d'aménagement d'une zone touristique dans le Caucase du Nord et d'y attirer des investisseurs. Signé par le président du conseil d'administration de KSK, Akhmed Bilalov, et le directeur des projets européens et internationaux de CDC et patron de France-Caucase, Laurent Vigier, ce texte fait suite à un accord-cadre de coopération que les deux compagnies ont conclu le 17 juin dernier.

KSK et CDC doivent investir ensemble près de 2 milliards d'euros dans le développement du secteur touristique du Caucase, a pour sa part indiqué l'émissaire du président russe dans le Caucase du Nord, Alexandre Khloponine, interrogé par la presse le 29 septembre. « Les Français y investiront 1,2 milliard d'euros, et les Russes 30 milliards de roubles (700 millions d'euros) », a-t-il précisé.

La société KSK est détenue à 98% par l'Etat russe, le reste appartenant aux banques publiques Vnesheconombank et Sberbank. La nouvelle coentreprise, dotée d'un capital de 10 millions d'euros, sera quant à elle détenue à 51% par KSK et à 49% par CDC.

La zone touristique du Caucase du Nord comprendra cinq stations alpines: Lagonaki, Elbrous-Bezenghi, Arkhyz, Mamisson et Matlas. Elle offrira 898 km de piste de ski alpin, 179 remontées mécaniques, 89.000 lits d'hôtel, sans oublier la création de plus de 330.000 emplois.

BNP Paribas se détourne de ses activités de détail

La banque française BNP Paribas a décidé de mettre fin à une partie de ses activités de détail en Russie et de se concentrer sur l'octroi de crédits à la consommation en partenariat avec la banque russe Sberbank. « BNP Paribas a pris la décision de changer ses priorités de développement. Nous menons des négociations actives avec Sberbank sur la création d'une coentreprise dans le segment du crédit à la consommation sur le lieu de vente », a fait savoir son porte-parole le 19 septembre.

Les deux banques avaient annoncé en juin dernier mener des négociations exclusives pour créer une société commune entre Celetem, filiale de BNP Paribas, et Sberbank, spécialisée dans la distribution de crédits à la consommation sur le lieu de vente. Les services aux clients représentent une petite part de l'activité de BNP Paribas en Russie, qui revendique près de 100.000 clients russes et dispose dans le pays de 26 agences et de 55 distributeurs. Sa filiale Cetelem, qui exerce uniquement des activités de crédit à la consommation, compte en revanche plus de 430.000 clients. BNP Paribas espère ainsi occuper une position dominante dans le secteur russe du crédit à la consommation d'ici deux ou trois ans.

Lesaffre investit dans une levurerie russe

Le groupe français Lesaffre, numéro un mondial de la levure, doit investir 22 millions d'euros dans le développement d'une levurerie à Voronej, au sud de Moscou, qu'il a achetée en juillet dernier. Lors d'une rencontre avec le gouverneur de la région de Voronej, Alexeï Gordeev, le directeur général de Lesaffre pour l'Europe de l'Est, Jérôme Lebriez, s'est engagé à lancer l'usine modernisée en septembre 2013.

Lesaffre regroupe une quarantaine d'entreprises à travers le monde spécialisées dans la fabrication de levures et de malts. La levurerie de Voronej est la quatrième entreprise achetée par Lesaffre en Russie, après celles de Saint-Pétersbourg, Kourgan et Toula.

Pour s'abonner à ce digest mensuel gratuit ainsi que pour toute suggestion ou critique, merci de nous contacter à l'adresse: paris@economy.gov.ru